

COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

Associations de collectivités locales : démultiplier et amplifier les mesures

#BeyondTheOutbreak (Au-delà de l'épidémie)

La série de sessions d'apprentissage en direct organisée par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat, est un exercice majeur au cours duquel les collectivités locales et régionales partagent leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions pour soutenir leurs populations face à la pandémie et leur assurer des services de base essentiels.

Nairobi, Barcelone, 9 avril - La session d'apprentissage en direct qui a eu lieu aujourd'hui, co-organisée par le groupe de travail sur le renforcement des capacités et des institutions de CGLU, a rassemblé des associations de gouvernements locaux et régionaux, des partenaires de la société civile, des acteurs clés des associations de gouvernements locaux (AGL) et les Nations Unies pour aborder la question des services apportés par les AGL à leurs membres, de leurs relations avec les autres niveaux de gouvernement et des perspectives d'apprentissage et de partage d'expérience.

Le maire d'Utrecht, président de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG) et coprésident de CGLU, **Jan van Zanen**, le président directeur général de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), **Brock Carlton**, et le directeur de la division des solutions globales d'ONU-Habitat, **Raf Tuts**, ont ouvert la session, en cadrant la discussion autour du travail que les AGL du monde entier accomplissent dans un contexte national souvent difficile. **Jan Van Zanen** a souligné l'importance de maintenir les processus démocratiques en vie, et le rôle de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG) dans la liaison entre le niveau local et national pendant la pandémie.

"Il est important de se serrer les coudes, de partager l'information et de communiquer. À VNG, nous apportons des analyses et de l'expertise et nous travaillons à fournir des orientations pour l'action, même si nous n'avons pas toutes les réponses", a-t-il déclaré.

Raf Tuts, d'ONU-Habitat, a déclaré que son organisation travaillait à soutenir les associations de collectivités locales, en particulier celles des régions qui en sont aux premiers stades de la pandémie, par le partage des ressources et des expériences. Il a salué le rôle des associations de gouvernements locaux dans les processus de sortie de crise, grâce à leurs soutien et conseils aux acteurs pour trouver des solutions, en particulier les acteurs économiques pour préparer et assurer la reprise".

Brock Carlton, président de la Fédération canadienne des municipalités, a souligné le rôle majeur des associations dans la présentation des revendications de leurs membres aux gouvernements nationaux. Selon lui, *"nous devons rassembler les besoins et les enjeux des villes dans une liste cohérente de propositions politiques. Nous sommes une voix commune qui affirme la nécessité de ces mesures"*.

Plus de 160 participants ont pris part à cette session qui a permis de comprendre comment l'épidémie a affecté le travail des gouvernements locaux et de leurs associations. La première partie de la session a consisté en une table ronde entre les présidents des AGL, qui ont discuté des enjeux et des actions des associations ; elle a été animée par le coprésident du groupe de travail de CGLU sur le renforcement des capacités et des institutions, **Sébastien Hamel**.

Le Front National des Maires et la Confédération Nationale des Municipalités du Brésil, la Fédération Espagnole des Municipalités et Provinces, l'Association des Gouvernements Locaux d'Afrique du Sud, et la Ligue des Villes des Philippines ont ensemble évoqué ce que les Associations de Gouvernements Locaux du monde entier ont contribué à mettre en place pendant l'épidémie et au-delà. Plusieurs questions ont été posées, parmi lesquelles :

Quels sont les nouveaux services en cours de développement ? De nouveaux produits sont-ils proposés ? Quels sont les défis politiques liés à la coordination intergouvernementale de l'urgence ? Comment les approches et les méthodologies locales peuvent-elles être reproduites ? Les associations ont-elles su s'adapter à ce nouveau contexte ?

La fourniture d'informations et la coordination entre les sphères de gouvernement sont des questions cruciales à traiter pour garantir que les besoins des citoyens soient satisfaits et que les actions soient efficaces. Des plateformes en ligne sont en cours de développement pour partager les connaissances et fournir des réponses aux questions fréquemment posées aux municipalités, en particulier aux plus petites. La crise actuelle devrait nous aider à élaborer des programmes de renforcement des capacités des associations de collectivités locales pour soutenir leurs membres.

L'un des thèmes récurrents des exercices d'apprentissage en direct a été la manière dont les sociétés peuvent fournir, au lendemain d'une crise, un meilleur accès aux opportunités. Ce thème a été abordé dans le cadre de la discussion et a été structuré autour des défis et des priorités soulevés par les associations, avec des participants du Consortium des gouvernements autonomes provinciaux de l'Équateur CONGOPE, de Cités Unies France, de l'Association des municipalités indonésiennes, de l'Association italienne des villes et régions d'Europe et de l'Association turque des municipalités.

Les participants ont débattu de ce à quoi le monde ressemblerait dans les années à venir, en soulignant que la solidarité et la coopération décentralisée entre les collectivités locales, ainsi que le dialogue entre les États et les gouvernements locaux et régionaux seront essentiels pour relever les défis actuels.

La viabilité financière des gouvernements locaux du monde entier qui fournissent des services publics sans leurs sources de revenus normales est une grande préoccupation pour les associations de gouvernements locaux et doit être portée de toute urgence à l'attention des gouvernements nationaux et régionaux.

La séance de synthèse a été animée par **Elkin Velasquez**, représentant régional d'ONU-Habitat pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui a déclaré qu'il était essentiel de consolider le rôle crucial que les gouvernements locaux (à tous les niveaux) jouent dans l'élaboration des politiques, mais aussi d'améliorer leur capacité à accroître le nombre de leurs adhérents et à leur fournir de nouveaux services.

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, a clôturé la session en soulignant que les AGL devaient faire preuve de créativité et examiner les changements à apporter pour répondre aux besoins de leurs membres. Elle a précisé que l'épidémie de COVID-19 a *"agi comme une loupe grossissante, qui nous montre comment les problèmes que nous affrontons quotidiennement sont exacerbés. Cela renvoie également à la question de la gouvernance. Les LRG auront besoin d'occuper une place différente dans les espaces de prise de décision après l'épidémie pour ne retomber dans la situation antérieure. Articuler une réponse commune avec des propositions concrètes sera crucial, c'est une responsabilité que CGLU est prête à assumer avec ses partenaires, ses villes membres et les associations"*.

Les exercices d'apprentissage en direct se poursuivront tout au long du mois, les mercredis et les jeudis pendant la crise. L'accès à la technologie dans la prestation de services, la migration, la culture, le développement économique local et les finances locales seront parmi les sujets abordés, montrant comment les villes du monde entier s'attachent à surmonter les défis avec une nouvelle génération de solutions.

À propos de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

CGLU est l'organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations qui représente et défend leurs intérêts sur la scène mondiale. Représentant 70 % de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient-Asie de l'Ouest, Amérique latine et Amérique du Nord - organisés en sept sections continentales, une section métropolitaine et un forum régional. Le réseau comprend plus de 240 000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de collectivités locales et régionales présentes dans 140 pays. CGLU place au cœur de ses priorités stratégiques la démocratie locale, le changement climatique et la protection de l'environnement, la réalisation des objectifs de développement durable, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la consolidation de la paix.

Visitez le site www.uclg.org et suivez [@uclg_org](https://twitter.com/uclg_org) pour en savoir plus.

À propos d'ONU-Habitat :

ONU-Habitat est l'agence des Nations unies spécialisée sur nos villes et nos communautés. ONU-Habitat travaille dans plus de 90 pays et soutient les habitants des villes et des établissements humains pour un meilleur avenir urbain. En collaboration avec les gouvernements et les partenaires locaux, ses projets à fort impact combinent une expertise mondiale et des connaissances locales pour fournir des solutions ciblées et opportunes. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend un objectif spécifique sur les villes, l'ODD 11 - rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables.

Visitez www.unhabitat.org et suivez [@unhabitat](https://twitter.com/unhabitat) pour plus d'informations.

Pour plus d'informations, contactez :

Alejandra Salas
Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone
communication@uclg.org

Susannah Price
Cheffe de la communication, ONU-Habitat
susannah.price@un.org
Tél. 254 722 719867